

*Proposition présentée par les députés :  
MM. Eric Stauffer, Florian Gander, Jean-François Girardet, Mauro Poggia, Pascal Spuhler, André Python et Roger Golay*

*Date de dépôt : 6 février 2013*

## **Proposition de motion**

### **Poste de gendarmerie de Lancy-Onex, qu'en est-il vraiment ?**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que, à la lecture des médias, le poste de Lancy-Onex est un poste ouvert au public 24h/24 ;
- que son effectif a augmenté de 18 unités et que, malgré cela, aucune patrouille permanente de ce secteur ne peut assurer le service police-urgence ;
- que 4 gendarmes de ce poste et 2 gendarmes d'autres postes sont dévolus (6) à décharger le travail administratif de leurs collègues gendarmes... (sic) ?? ;
- que des communes dénoncent le manque de patrouille dans leur cité (TDG 12.09.2012) ;

invite le Conseil d'Etat

- à revoir sérieusement la gestion du personnel policier ;
- à revenir sur le groupe de suivi judiciaire en formant et en engageant des auxiliaires de police pour assurer un réel déchargement du travail administratif aux policiers.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

A la lecture des considérants, il nous apparaît que décharger le travail administratif des policiers par d'autres policiers a un « effet de manche »...

En effet, comment expliquer que, depuis le 01 février 2013, date à laquelle les médias ont indiqué l'augmentation de 18 gendarmes au poste de Lancy-Onex, et que ce poste assure ledit travail susmentionné (administratif), aucune patrouille de police dévolue à ce secteur ne peut assurer sa tâche de police de proximité et d'urgence ? Il nous est parvenu que les réquisitions de police sont, depuis cette date, assurées par les patrouilles de police d'autres postes... !

Ne serait-il pas plus économique d'engager et de former des auxiliaires de police pour décharger nos pandores de ce travail administratif ?

Il est important que le département de la sécurité revoie sérieusement la gestion du personnel policier et revienne sur son « groupe de suivi judiciaire » ... **composé de policiers** !

Dès lors, il serait correct d'engager et de former des auxiliaires de police dévolus au travail administratif, ceci en respectant la LIPAD ou autres loi sur le travail (horaire irrégulier, week-end, nuit). En agissant ainsi, **les policiers seraient à nouveau sur le terrain** (voir article ci-dessous TDG 20.11.2012), motivés, à effectuer leurs tâches pour lesquelles ils ont été engagés.

MONICA BONFANTI

**«La place des policiers est dans la rue»**Par [Fabiano Citroni](#). Mis à jour le 20.11.2012 [5 Commentaires](#)**La cheffe de la police présente des résultats liés aux priorités fixées par Pierre Maudet et Olivier Jornot. Arrestations records.**

**Monica Bonfanti** s'inspire de son patron **Pierre Maudet**. Sous «l'impulsion du Conseil d'Etat», la cheffe de la police annonce qu'elle rendra public chaque mois les actions de ses troupes et les résultats obtenus. Lundi, elle a fait le point sur deux priorités du gouvernement et du Ministère public: le combat contre la violence dans la rue et le trafic de drogue. Qu'en ressort-il? En octobre, 542 individus ont été arrêtés, un record sur ces trois dernières années.

Selon Monica Bonfanti, ce résultat s'explique par «une présence policière renforcée dans la rue, une visibilité accrue et une augmentation des contrôles». Cinq nouvelles actions menées à partir du 1er octobre ont surtout

permis d'arrêter des dealers. L'une d'elles a été baptisée «Points de contact». L'idée: identification des lieux sensibles du canton – ils sont évolutifs – et présence d'une patrouille dans ces endroits, 30 minutes par jour.

### «Rassurer les gens»

L'augmentation des contrôles (+ 54% par rapport à la moyenne des neuf premiers mois de l'année) se traduit par un nombre record d'entrées à Champ-Dollon (190 en octobre contre une moyenne de 136 en 2011). «Nous ne chassons pas les records, précise Monica Bonfanti. Être sur le terrain vise aussi à rassurer les gens. La preuve: l'opération «Points de contact», c'est 300 heures de présence, mais une seule arrestation.»

Pour augmenter sa visibilité tout en gardant le même effectif, la police a-t-elle délaissé des activités ou des agents se tournaient-ils les pouces avant l'arrivée de Pierre Maudet? «Ni l'un ni l'autre, répond Monica Bonfanti. Mais nous luttons de manière plus efficace contre l'insécurité sur le territoire.» C'est-à-dire? «Les priorités dégagées par les autorités, ainsi que la réorganisation de la police permettent de mieux décliner les missions sur le terrain. Avant, chaque service menait ses propres opérations. Désormais, Christian Cudré-Mauroux, devenu chef des opérations, peut déployer des effectifs où il veut. La concertation est meilleure.»

### Planification plus serrée

Assis aux côtés de Monica Bonfanti lors du point de presse d'hier, Christian Cudré-Mauroux confirme qu'une «planification plus serrée» permet de mieux faire «glisser les forces en fonction des événements». Le chef des opérations ajoute que «les renseignements remontent mieux qu'auparavant». «Les différents acteurs de la sécurité – agents de police municipale, gardes-frontière, policiers – nous permettent de dresser la cartographie de la présence de nos adversaires. Cela nous aide à adapter notre dispositif. A l'approche des fêtes de fin d'année, par exemple, nous mettrons l'accent sur la sécurisation des commerces, postes et banques, ainsi que sur la sécurité routière.»

**La présence policière accrue dans la rue a-t-elle une influence sur le sentiment d'insécurité?** «Le Diagnostic local de sécurité, présenté en 2013, permettra de le savoir», conclut Monica Bonfanti. (TDG)

## POLICE

### Sécurité: les communes alertent Pierre Maudet

Par [Fedele Mendicino](#). Mis à jour le 12.09.2012 [28 Commentaires](#)

**Plusieurs élus municipaux dénoncent le manque de patrouilles de nuit.**



Les communes genevoises sont inquiètes pour la sécurité de leurs habitants.

Image: PIERRE ALBOUY

Cambriolages de villas, braquages de stations-service, de bureaux postaux et d'agences bancaires. Les communes sont inquiètes pour la sécurité de leurs habitants et déplorent le manque de patrouilles de nuit. Selon deux courriers que nous nous sommes procurés, elles l'ont récemment fait savoir à [Pierre Maudet](#), conseiller d'Etat PLR en charge de la Police.

## Consternation

Ainsi, cet été, le conseiller administratif de Veyrier Thomas Barth, lui aussi membre du PLR, a manifesté son mécontentement au retour d'une tournée nocturne avec les gardes-frontière: «Durant la nuit en question, nous n'avons d'ailleurs pas croisé une seule voiture de gendarmerie», déplore l' élu dans sa lettre.

D'après lui, comme la police municipale ne travaille pas en soirée ou de nuit, tout repose donc ou presque sur les gardes-frontière. «Le territoire de la ville de Veyrier ne fait l'objet d'aucune surveillance préventive par les forces de la police cantonale, poursuit-il dans son courrier du 10 juillet. Cette information absolument irréfragable, que je tiens de l'excellent maréchal chef de poste de la ville de Carouge, en charge du territoire veyrite, est absolument consternante.»

Par conséquent, poursuit Thomas Barth, en charge de la Sécurité à Veyrier, «le défaut de surveillance à titre préventif d'une bonne partie du territoire cantonal est de nature à engendrer un certain nombre de délits qui pourraient être évités».

Conscient que le problème ne concernait pas uniquement Veyrier, Pierre Maudet a écrit à la mi-août à toutes les communes genevoises. Dans ce pli, le conseiller d'Etat annonce, pour le courant de l'automne, une série de visites «sur le terrain».

Les réactions des maires ne sont pas fait attendre, à l'instar du premier magistrat de Russin, Alain Hutin: «A la suite des différentes rencontres avec le poste de Blandonnet, force a été de constater que l'effectif policier sur le secteur allant de Versoix à Dardagny la nuit (cinq gendarmes) est nettement insuffisant, relève l' élu dans une missive du 23 août. Si nous tenons compte que leur activité sur Vernier occupe déjà plus d'un tiers de leur temps, la présence policière sur les communes du Mandement devient anecdotique.»

## Visite sur le terrain

Pour pallier cette absence policière, des mairies qui ont alerté Pierre Maudet précisent avoir été contraintes de recourir à des agences de sécurité privée. Mais ce n'est pas pour elles «la» solution: «Leur rôle n'est pas de pallier les manquements précités», écrit Thomas Barth.

Contacté, Pierre Maudet n'annonce pas d'emblée un engagement massif de policiers ou une intensification des patrouilles de nuit dans les communes. Le conseiller d'Etat confirme d'abord avoir été récemment contacté par plusieurs communes: «Certaines ont été passablement critiques à l'encontre de la police, tandis que Russin, par exemple, se dit surtout confrontée à des nuisances sonores et que son maire s'estime davantage dans un sentiment d'insécurité que dans une insécurité réelle.

A Vernier, de nombreuses initiatives se concrétisent, qui vont dans le bon sens. Mais je voulais traiter toutes les communes de la même manière, c'est

pourquoi je leur ai écrit à la mi-août pour leur annoncer que j'entendais me rendre cet automne sur leur territoire avec le chef de poste correspondant et un responsable des policiers municipaux. Le but étant d'avoir une vision claire et ciblée du problème et de mettre sur pied, d'ici au début de l'an prochain, un concept de sécurité de proximité en collaboration, entre la police, les municipaux et le corps des gardes-frontière.» (TDG)

Créé: 12.09.2012, 07h43